

ZIMBABWE

Simulacre d'élection dans un climat de tension extrême

Le Zimbabwe organisait hier un simulacre de présidentielle avec pour candidat unique le chef de l'Etat Robert Mugabe, dans un climat de tension tel que le leader de l'opposition a appelé ses partisans à voter pour le président plutôt que de mettre leur vie en danger.

Théoriquement, environ 5,9 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour départager le président Mugabe, 84 ans dont 28 au pouvoir, du chef de l'opposition Morgan Tsvangirai, 56 ans, arrivé largement en tête au premier tour. Face à un déchaînement de violences entre les deux tours, l'opposant s'est retiré de la course mais le régime, qui veut garder un semblant de légitimité, a ignoré son désistement et son nom figure toujours sur les bulletins de vote. Les bureaux de vote ont ouvert à 7h (5h GMT). L'affluence était faible dans la capitale, acquise à l'opposition, a constaté

l'AFP. Dans les zones rurales, des bus affrétés par le parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF), emmenaient les électeurs jusqu'aux bureaux de vote, selon des témoins. Les opérations se déroulent dans une atmosphère «paisible», a assuré la Commission électorale du Zimbabwe. Pourtant, dès les premières heures, des témoins ont fait état de pressions. Selon certains, des partisans du régime ont forcé des électeurs à leur communiquer le numéro de série inscrit sur leur bulletin de vote pour pouvoir vérifier qu'ils avaient bien voté pour le président.

«Les gens doivent montrer leur bulletin à un représentant de la Zanu-PF avant de le glisser dans l'urne», a affirmé à l'AFP un délégué de l'opposition à Mapanda (est). «Je n'avais pas le choix. J'ai dû voter pour Mugabe», a-t-il ajouté. Le plus vieux des chefs d'Etat africains a voté en fin de matinée dans un quartier chic de Harare. «Je me sens en pleine forme et je suis très optimiste», a-t-il déclaré. Au pouvoir depuis l'indépendance de l'ex-Rhodésie du Sud britannique en 1980, Robert Mugabe s'est dit investi d'un pouvoir de droit divin. Face à la répression, Morgan Tsvangirai a estimé qu'il n'était pas nécessaire pour ses partisans de prendre des risques.

«Si c'est possible, nous vous demandons de ne pas voter aujourd'hui», leur écrit-il vendredi dans sa lettre quotidienne. «Mais si vous devez voter pour M. Mugabe en raison des menaces qui pèsent sur votre vie, faites-le.» Ce jour est un «jour d'humiliation et de honte» et les résultats «reflèteront seulement la peur du peuple du Zimbabwe», poursuit-il. Selon lui, près de 90 de ses partisans ont été



Un bureau de vote à Harare.

tués, plus de 10 000 personnes blessées et 200 000 déplacées depuis les élections générales du 29 mars perdues par le régime. Le pouvoir avait alors dû céder le contrôle de la Chambre des députés, tandis que M. Tsvangirai remportait le premier tour de la présidentielle avec 47,9% des suffrages contre 43,2% à M. Mugabe. Sous le choc de sa déroute, le régime a lancé une offensive contre les partisans de l'opposition ou supposés tels, brûlant des maisons, frappant,

torturant parfois, selon des organisations indépendantes comme l'Association des médecins zimbabwéens pour les droits de l'Homme. Depuis des semaines, le régime est vivement critiqué par l'Occident. Les membres du G8 ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas le gouvernement issu d'une élection qui ne «reflèterait pas la volonté du peuple zimbabwéen», tandis que la Commission européenne a parlé d'une «imposture». A l'inverse, l'Afrique a observé

un silence gêné. A l'ouverture d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine (UA), vendredi en Egypte, le président de la Commission, Jean Ping, a reporté à la semaine prochaine les «déclarations importantes» sur le Zimbabwe.

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), qui a dépêché environ 400 observateurs électoraux, n'a fait aucun commentaire. Récemment, des dirigeants africains, notamment du Sénégal, de la Zambie ou de Tanzanie, avaient un peu élevé la voix. «L'amitié ne veut pas dire que vous êtes aux commandes du pays !» avait réagi le président Mugabe. Seul signe d'une potentielle ouverture, il s'est dit jeudi prêt à «discuter» avec le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) de M. Tsvangirai mais seulement après le scrutin.

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud poursuit ses efforts de médiation, dans lesquels la communauté internationale place ses ultimes espoirs. Selon la presse, le président Thabo Mbeki tente d'ouvrir la voie à un gouvernement d'union.

ALTERMONDIALISME

Le Forum des peuples, contre-Sommet du G8, aura lieu du 7 au 9 juillet au Mali

Le Forum des peuples, traditionnel contre-Sommet du G8 (groupe des huit pays les plus industrialisés au monde) se tiendra du 7 au 9 juillet prochain dans la ville malienne de Katibougou (à 60 km à l'est de Bamako), a-t-on indiqué vendredi à Dakar de sources médiatiques. Comme pour les précédentes, la 7^e édition de ce forum se tiendra au moment où se déroulera le Sommet du G-8 à Hokkaido (nord du Japon), a annoncé M^{me} Barry Aminata Touré, présidente de la section malienne des Coalitions africaines dette et développement (CAD), organisatrice de la manifestation. M^{me} Barry, citée par des médias, a précisé que le rassemblement de Katibougou sera consacré aux thèmes liés à l'environnement, notamment celui relatif à «la pollution du fleuve du Niger». En outre, le symposium traditionnel du forum, placé sous le titre «l'Afrique dans la mondialisation néo-libérale», traitera d'un total de 45 thèmes répartis entre douze axes thématiques centraux, tels le «financement du développement», les «conflits fonciers», «l'Afrique : champ d'essai des politiques de développement», ainsi que «genre et pauvreté». Plus de 760 invités provenant de plusieurs pays africains et européens sont attendus à cette rencontre qualifiée de «sommet des pauvres» conçu en contrepoids au sommet du G8 et dont la première édition a eu lieu en 2002 à Siby, bourgade non loin de Bamako. Ce forum altermondialiste a pour objectif de lutter contre «les principes et pratiques néo-libérales sous toutes leurs formes», tout en focalisant le débat sur les questions de préoccupations nationales, régionales et internationales qui hypothèquent le développement et asphyxient les peuples dans les pays en développement. Ce mouvement estime notamment que l'éradication de la faim dans le monde ne tient qu'à la volonté des pays riches, soulignant que 30 milliards de dollars par an suffiraient amplement à vaincre la famine. Le forum préconise, par ailleurs, que 25 milliards de dollars soient annuellement investis dans les domaines de la maîtrise de l'eau, de la construction d'infrastructures, de l'amélioration des capacités de commercialisation et dans celui de l'accroissement de la production végétale.

MAROC

Arrestation d'un responsable du Centre des droits humains

M. Brahim Sbaâ Allil, membre du bureau national du Centre marocain des droits humains (CMDH) et président de sa section à Sidi Ifni, a été arrêté hier matin par des policiers, à Rabat, a annoncé l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH). Selon M. Abdelhamid Amine, coordinateur de la commission centrale information et communication de l'AMDH, cette arrestation intervient à la suite de la conférence de presse, animée jeudi, en fin d'après-midi, à Rabat, par Sbaâ Allil et Khaled Charkaoui Semouni, président du CMDH, au cours de laquelle a été présenté un rapport préliminaire sur les émeutes de Sidi Ifni, du 7 juin passé. A rappeler qu'au cours de cette conférence de presse, le président du CMDH a déclaré qu'il n'est pas exclu qu'il ait eu «des pertes humaines parmi les manifestants, à Sidi Ifni, au cours de la journée du 7 juin passé», pendant laquelle de graves atteintes aux droits de l'homme ont été signalées par les ONG et rapportées par la presse.

RUSSIE-UE

Les problèmes énergétiques croissants au menu du sommet

Le sommet Russie-Union européenne tenu jeudi et vendredi à Khanty-Mansiisk, en Sibérie occidentale, est intervenu dans une conjoncture internationale marquée par des problèmes énergétiques croissants, a indiqué vendredi le président russe Dmitri Medvedev.

Le sommet auquel ont pris part, outre le président russe, le Premier ministre slovène Janez Jansa, dont le pays préside actuellement l'UE, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le chef de la diplomatie de l'UE Javier Solana, a été une occasion privilégiée pour poursuivre le dialogue sur les dossiers stratégiques des relations bilatérales, y compris dans le domaine de l'énergie, a déclaré le chef de l'Etat russe lors de la deuxième journée de cette rencontre qui a vu les deux parties lancer les négociations sur un accord-cadre, après une première journée consacrée aux contacts protocolaires. Après le sommet tenu à Sotchi il y a deux ans et celui de Samara l'année dernière, le choix de Khanty-Mansiisk, chef-lieu d'une des régions «les plus dynamiques de Russie», s'explique par le fait que «le sommet intervient dans un contexte de problèmes énergétiques croissants», a souligné Medvedev, dont l'intervention a été retransmise par la télévision russe. «C'est ici que prennent naissance les fleuves d'hydrocarbures qui coulent vers l'Europe, c'est ici que se forme une grande partie des recettes budgétaires de la Russie», a lancé le président russe en évoquant le choix de cette ville, chef-lieu du district autonome des Khantys et Mansis qui occupe la première place en matière de production de pétrole et d'électricité et la deuxième en matière de production de gaz naturel. Dans une déclaration conjointe à l'issue de la rencontre, les deux parties ont annoncé que le premier round des négociations entamées vendredi aura lieu le 4 juillet à Bruxelles, soulignant que l'objectif était de parvenir à un accord stratégique qui remplacera l'accord

de partenariat et de coopération en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1997 et qui avait expiré en décembre 2007. Le nouvel accord doit constituer la base d'un partenariat stratégique à long terme, a estimé le président russe dans une conférence de presse conjointe avec les responsables européens à l'issue du sommet. Il a souligné que le futur accord «constituera un instrument de rapprochement réel entre la Russie et l'UE. Il doit reposer sur les principes de l'égalité en droits, le pragmatisme, le respect réciproque des intérêts des parties et, bien entendu, sur une approche commune des problèmes clés de la sécurité. En un mot, l'accord doit constituer la base du partenariat entre la Russie et l'Union européenne à long terme». Cependant, les négociations qui devraient durer au moins un an, voire deux, s'annoncent difficiles en raison de divergences entre les deux parties, notamment en matière d'énergie et de sécurité, relèvent les observateurs. Alors que l'UE cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie en matière d'énergie, notamment en investissant en amont dans ce pays et souhaite par conséquent un climat plus favorable aux investissements étrangers, Moscou demande à l'Europe d'ouvrir son marché, notamment celui de la distribution aux compagnies russes. Le président du géant gazier russe Gazprom a, au moment même où les dirigeants européens étaient réunis avec le président russe, annoncé que sa compagnie proposait à ses partenaires européens de mettre en place conjointement en Europe un réseau de stations-service de GPL pour les voitures. «Je voudrais saisir l'occasion pour dévoiler une nouvelle initiative de Gazprom. Nous proposons à nos partenaires européens d'étudier un projet conjoint de création d'un réseau de stations-service GPL avec la participation de Gazprom», a déclaré le patron du holding russe, Alexei Miller, lors de l'assemblée annuelle des actionnaires. Il a également profité de l'opportunité pour réitérer que Gazprom envisageait d'augmenter sa production en la portant à 563 milliards de mètres cubes de gaz, soit 14,4

milliards de mètres cubes de plus qu'en 2007. De son côté, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a indiqué que l'Union européenne était préoccupée par la hausse des prix des hydrocarbures, a souligné que «le volet énergétique joue un rôle capital» dans les relations entre les deux parties qui, a-t-il dit, sont «interdépendantes» dans ce domaine. Il a d'autre part conditionné le soutien de l'UE au projet de gazoduc Nord Stream qui doit relier, via la Mer Baltique, le littoral russe dans la région de Vyborg au littoral allemand dans la région de Greifswald, par le règlement de toutes les questions écologiques liées à la mise en œuvre de ce projet. «Nous soutiendrons le projet à condition qu'il soit conforme à la législation de l'UE en matière de protection de l'environnement», a-t-il affirmé lors de la conférence de presse conjointe à l'issue du sommet. Le gazoduc Nord Stream, dont la première canalisation, d'une longueur de 1 200 km et d'une capacité de 27,5 milliards de mètres cubes de gaz par an, devrait être opérationnelle en 2010, se heurte à l'opposition de plusieurs pays, notamment l'Estonie, la Pologne, la Suède et la Finlande, qui considèrent que ce projet porterait préjudice à l'environnement. Outre l'énergie, les positions de la Russie et de l'UE divergent sur les questions liées à la sécurité en Europe. Selon le chef de l'Etat russe, l'UE évite de discuter avec la Russie de certaines questions liées à la sécurité sur le continent, notamment celles relatives au déploiement du bouclier antimissile américain ou au Traité sur la réduction des armements conventionnels en Europe (FCE), laissant ainsi aux Etats-Unis les coudées franches pour imposer leur position. Il a en outre estimé que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'UE et l'Otan n'étaient pas en mesure de régler les problèmes de la sécurité européenne qui, a-t-il estimé, «ne peut pas être divisée en blocs ou alliances, ni être garantie par une poignée d'Etats, car il s'agit de la sécurité du continent européen».